

*Le libre-échange*

**Mlle Carney:** Monsieur le Président, je n'ai pas l'intention de poursuivre indéfiniment. Je me contenterai de quelques mises au point, et nous pourrons ensuite écouter les commentaires de l'opposition.

Nous parlions de développement régional lorsque le député nous a crié «et les droits compensateurs alors?» Puis-je lui rappeler que nos lois et les lois américaines dans ce domaine sont parfaitement conformes aux accords du GATT. L'accord de libre-échange est négocié dans le cadre des dispositions du GATT. Nous nous sommes plaints des interventions des Américains dans le dossier de la potasse, du bois d'oeuvre et d'autres produits parce que nous considérons qu'ils avaient usé de procédés injustes dans l'application de leurs lois. On règle cette question grâce au mécanisme binational de règlement des différends. Il y aura une certaine équité, alors que les gens sauront que les cas de sanctions commerciales seront soumis à un groupe impartial formé de Canadiens et d'Américains. En outre, nous apportons une amélioration dans ce domaine. On prévoit une procédure d'appel dans des cas bien précis, lorsqu'on soupçonne qu'il y a fraude ou conflit d'intérêts, et on a donné encore plus de rigueur au mécanisme de règlement des différends dans l'accord final.

Je tiens à signaler que depuis dix ans, en chiffres nets, nos investissements directs à l'étranger ont été supérieurs aux investissements au Canada. La plupart de ces investissements sont allés aux États-Unis. Or, cet accord donne maintenant aux investisseurs un accès plus sûr aux États-Unis et il leur garantit qu'ils ne feront pas l'objet d'un traitement discriminatoire. Cela est fort important pour nous, car nos investissements aux États-Unis sont ainsi protégés.

Étant donné qu'il s'agit d'un accord équilibré, l'inverse est également vrai; les investissements américains au Canada sont également protégés. Pour ceux qui se demanderaient pourquoi cela est si important, monsieur le Président, en vertu du Programme énergétique national, le gouvernement libéral précédent a procédé à certaines expropriations, et les Américains veulent s'assurer qu'aucun gouvernement futur ne pourra adopter une politique semblable à nouveau.

Pour ce qui est des ajustements nécessaires, l'accord ne nous limite en rien quant à l'aide que nous pouvons apporter aux gens, afin de les aider à s'adapter au nouveau régime commercial. Au contraire, on prévoit une période de plus de dix ans, ce qui est généreux, pour la mise en oeuvre progressive de l'accord. Comme le premier ministre l'a déclaré, notre gouvernement est disposé à aider les travailleurs canadiens qui ont besoin de recyclage ainsi que les entreprises qui veulent profiter davantage des nouveaux débouchés sur les marchés.

La suppression des droits de douane permettra aux consommateurs de profiter de prix plus avantageux, chose extrêmement importante pour les personnes âgées et pour tous les Canadiens et, en outre, de nouveaux marchés et de nouveaux emplois seront créés; cet accord est donc tout à fait dans l'intérêt de notre pays.

J'ai tenté de limiter mes observations au contenu de l'accord de libre-échange, afin de renseigner et d'éclairer les députés de l'opposition, car manifestement, beaucoup d'entre eux ne l'ont pas lu. Je voudrais que les partis d'opposition nous disent quelles autres solutions ils proposent, car il s'agit d'un débat historique.

**M. Riis:** En effet.

**M. Axworthy:** C'est ce que nous allons faire.

**Mlle Carney:** Nous savons ce que le NPD propose. Les néo-démocrates sont carrément contre cet accord. Ils veulent le tuer dans l'oeuf et rester dans le petit nid douillet du protectionnisme.

**M. Riis:** C'est absolument faux.

**Mlle Carney:** Ils veulent rester à l'âge des ténèbres. Ils veulent retourner au XIXe siècle.

**M. Riis:** Antivérité.

**Mlle Carney:** Ils refusent de s'ouvrir les yeux et de se rendre compte que dans le monde d'aujourd'hui, nous avons libéralisé les échanges commerciaux et réduit les barrières au commerce, mais ce n'est pas le monde dans lequel les néo-démocrates veulent vivre.

**M. Riis:** Vous avez tort, Pat.

**Mlle Carney:** Dans le cas des libéraux, il est plus difficile de dire exactement ce qu'ils proposent. Leur chef a d'abord proposé d'abandonner les négociations. Ensuite, il a proposé de déchirer l'accord, d'en jeter les 2 000 pages au panier. Plus récemment, il a laissé entendre que l'accord pourrait avantager certaines régions plus que d'autres. Il a dit qu'il voulait examiner l'accord de plus près. Je pense qu'il est grand temps que les libéraux nous disent quelle est leur position sur l'accord de libre-échange. Sont-ils contre? Par quoi le remplaceraient-ils?

**M. Frith:** C'est tout expliqué là-dedans, et en couleurs.

**Mlle Carney:** Ce doit être passionnant, monsieur le Président.

Cet accord doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

**M. Axworthy:** Il y aura d'abord des élections. Vous serez battus, et tout sera terminé.

**Mlle Carney:** Que vont-ils faire le 1<sup>er</sup> janvier 1989 ou, disons, le 1<sup>er</sup> février 1989? Vont-ils rétablir les droits de douane pour tous ces articles en 1989? Vont-ils abolir le mécanisme de règlement des différends? Vont-ils supprimer les groupes d'experts et éliminer toute la procédure d'appel?

**M. Axworthy:** Cela n'a aucune importance, de toute façon.

**Mlle Carney:** Vont-ils rétablir les obstacles qui nuisent au commerce de la viande rouge et de toutes les autres denrées agricoles, ce qui serait absolument néfaste pour les agriculteurs? Vont-ils rétablir les barrières au commerce de l'énergie que nous venons de supprimer par voie de négociation dans le cadre de notre politique énergétique, qui a été entérinée par l'Accord de libre-échange?

**M. Gauthier:** Vous dites des sottises, et vous le savez.

**Mlle Carney:** Qu'est-ce qu'ils se proposent de faire en 1989? Ont-ils l'intention de rétablir toutes les barrières que nous avons réussi à faire disparaître à la suite de négociations difficiles? Voilà ce que les Canadiens veulent savoir.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, la ministre du Commerce extérieur (M<sup>lle</sup> Carney) a commencé son intervention en disant que l'entente passerait dans l'histoire et qu'elle revêtait une importance fondamentale